

Gouvernance contributive, réseaux coopératifs locaux et communs

Michel Briand



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/2297>

DOI : [10.4000/ethiquepublique.2297](https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.2297)

ISSN : 1929-7017

Éditeur

Éditions Nota bene

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2015

ISSN : 1488-0946

Référence électronique

Michel Briand, « Gouvernance contributive, réseaux coopératifs locaux et communs », *Éthique publique* [En ligne], vol. 17, n° 2 | 2015, mis en ligne le 06 mai 2016, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ethiquepublique/2297> ; DOI : [10.4000/ethiquepublique.2297](https://doi.org/10.4000/ethiquepublique.2297)

Ce document a été généré automatiquement le 2 mai 2019.

Tous droits réservés

Gouvernance contributive, réseaux coopératifs locaux et communs

Michel Briand

- 1 Élu local durant trois mandats (1995-2014) à Brest et sur l'agglomération, j'ai essayé de développer une gouvernance contributive (Briand, 2014) qui s'appuie sur la coopération et les communs à l'échelle du territoire local : le pays de Brest. Cette expérience s'est notamment concrétisée dans l'organisation des semaines « Brest en Biens Communs ».



La question des communs portée notamment par Vecam dans « *Libres savoirs : les biens communs de la connaissance. Produire collectivement, partager et diffuser les connaissances au XXI^e siècle* » (Vecam, 2011) s'est considérablement élargie depuis quelques années dans un mouvement dont rend compte « *La renaissance des communs : Pour une société de coopération et de partage* » (Bolier, 2014).

- 2 Dans le même temps, la semaine d'initiatives « Brest en biens communs » 2009, puis 2011 est devenue partie prenante d'une dynamique du réseau francophone des communs,

animé par l'association Vecam, associant plusieurs centaines d'initiatives. Nous voici à un moment où des dizaines d'initiatives locales pratiquent les communs, sans forcément les considérer comme tels (jardins partagés, fablabs, recycleries...). La victoire de « Barcelone en commun » aux élections municipales du 24 mai 2015 montre que les communs peuvent devenir un projet qui rassemble largement. Cette émergence des communs est visible dans la petite bibliographie « autour des communs » qui référence déjà 200 articles pour le premier semestre 2015 et une dizaine de rencontres organisées depuis un an autour des communs¹.

- 3 Nous commençons à parler de « communs populaires » pour exprimer le fait que les communs concernent des centaines de personnes dans une ville et ne sont pas l'apanage d'une poignée de convaincus : les 65 jardins partagés brestois sont des communs gérés par plus d'un millier de personnes au sein des quartiers populaires. Faire des communs un thème populaire peut ouvrir dans les prochaines années une perspective de rassemblement à cette myriade de mouvements qui participent à l'innovation et à la transformation sociale.
- 4 Avec le développement de nos usages des outils numériques, notre société devient plus contributive : il est possible pour chacun d'échanger, de s'exprimer et d'être lu par des personnes du monde entier, mais aussi d'innover et d'entreprendre en réseau. Sur « Le bon coin », nous sommes tour à tour consommateurs et vendeurs, sur le web nous sommes tour à tour lecteurs d'un blogue ou contributeurs avec un commentaire. Le numérique introduit aussi les automatisations, de nouveaux modèles économiques en rupture qui amènent des suppressions massives d'emplois comme le développe Bernard Stiegler (2015), avec le « *pharmakon* » porteur à la fois de formidables possibilités et de menaces pour notre société et le vivre ensemble.
- 5 Nous voici dans un monde dont les principes organisateurs cessent peu à peu de fonctionner. Les ressources qui s'épuisent ne peuvent pas assurer à toute la planète le mode de vie occidental, et le réchauffement climatique impose de revoir nos consommations d'énergie. La croissance qui a forgé notre modèle social est en panne et l'automatisation amène la perspective de suppressions massives d'emplois.
- 6 C'est dans ce temps de crises multiples qu'émergent les communs, comme une autre façon de faire société et dont je vais essayer de présenter ici quelques facettes au croisement d'une politique publique et de dynamiques contributives locales.

La gouvernance contributive support d'une politique publique autour des communs

- 7 Nous avons construit la démarche contributive au fil des années autour de trois piliers : « *faire avec* », « *être en attention* », « *donner à voir* ». Ces axes, progressivement déployés sur le territoire de Brest, au fur et à mesure de leur apprentissage, constituent la base de la dynamique de coopération et des communs.

« Faire avec »

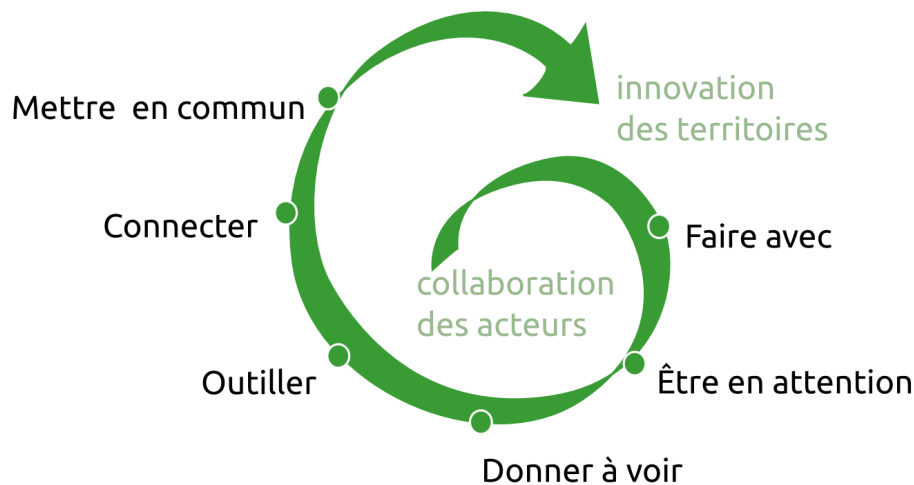
- 8 Le réseau en proximité des points d'accès public à internet ou PAPI, développé à la fin des années 1990 a permis l'apprentissage du « *faire avec* ». Le choix de proposer un accès public accompagné dans les lieux ordinaires fréquentés par différents publics a été

fondateur. Chaque structure devient un lieu de médiation numérique à son rythme, quand elle en perçoit l'intérêt. Chaque année, cinq à dix nouveaux PAPI élargissent le réseau permettant d'avoir un PAPI à moins de 400 mètres de chez soi. Cette adhésion progressive facilite la généralisation : en 2011 tous les centres sociaux, maisons pour tous, patronages laïques, bibliothèques et mairies de quartier participaient au réseau.

- 9 Cet accès public dans les lieux existants favorise la diffusion des usages d'internet parmi les acteurs de la médiation sociale, aussi bien dans le tissu associatif que dans les services publics. Une prise en compte particulière des personnes socialement éloignées du numérique a été mise en œuvre à travers le projet « Internet pour tous à 1 € par mois » déployé dans six quartiers « politique de la Ville ». Ici aussi, le déploiement dans chaque quartier a été progressif sur six ans, au rythme long d'une appropriation par des associations de quartier porteur du projet sur chaque territoire. Les 108 PAPI qui maillent la ville en grande proximité et « Internet pour tous » sont une base du travail coopératif, en amont de la diffusion des idées de communs (Briand, 2014).
- 10 Cette approche du « *faire avec* », si elle semble aller de soi dans une démarche participative, n'est pas évidente dans une culture du service public en France où les évolutions sont souvent décidées en haut et appliquées à tous. Ici, au contraire, l'approche est ascendante et progressive, respectant le temps long des appropriations par les personnes (sur une période d'une quinzaine d'années).

« Être en attention »

- 11 Le second volet de cette démarche contributive, « *être en attention* » repose sur un appel à projets qui épaula chaque année plusieurs dizaines d'initiatives (49 en 2013). Il s'agit ici plus d'un « appel à envies », puisque toutes les propositions qui s'inscrivent dans les axes proposés sont retenues. L'apport de la Ville est modeste, (limité à 2 300 € par projet), mais cela suffit pour que l'envie de faire se concrétise. Des dizaines d'innovations sociales voient le jour tel le projet intergénérationnel qui met des élèves en rupture scolaire et sociale en situation d'être professeurs auprès de personnes très âgées et de leur tenir la main, eux qui étaient en échec à l'école et ne tenaient pas en place.
- 12 Un bilan réalisé par le laboratoire des usages Marsouin en 2007 nous a appris que la mise en réseau des acteurs et l'accompagnement sont aussi importants que la subvention.
- 13 Cette abondance de projets (500 en une quinzaine d'années) a été facilitée par des dizaines d'ateliers autour des logiciels libres, tant en bureautique que pour le travail en réseau (système sympa, wikis) et l'écrit public multimédia (logiciel spip, puis wordpress, médiablog, médiaspip...). Cette diffusion des outils du libre est un point essentiel de l'appropriation sociale et du développement des communs. Elle a mis en valeur les acteurs locaux du logiciel libre qui animaient ces ateliers et apporté un financement complémentaire aux associations. Au croisement des PAPI et des projets associatifs, l'usage des logiciels libres, est devenu une culture commune des journaux de quartiers, équipements de quartiers, acteurs associatifs et du réseau des écoles.



C'est dans ce cadre que vont commencer à éclore de nombreux projets autour de communs : c'est par exemple la ferme de services de l'association Infini, où chacun, habitant associatif, acteur du service public peut disposer d'un service de courrier électronique, de listes de diffusion, d'hébergement de site web multimédia. Ce sont aussi la photothèque « Un Zef d'images », le « Médiablog coopératif » ou la radio OUIPO « Ouvroir de finistérités potentielles » qui favorisent la production de contenus librement réutilisables².

« Donner à voir »

- 14 À côté du « faire avec » et de « l'attention aux initiatives », l'écrit public qui met en valeur les acteurs locaux est le troisième élément de cette dynamique contributive. Nous avons pris le parti dans cet appel à projets d'un « donner à voir » où chaque projet est publié sur le magazine participatif @-brest. Sa mise en place n'a pas été simple, car les porteurs d'initiatives ne sont pas habitués à expliquer leur projet, le raconter et le partager en le publiant. Les financeurs n'ont pas conscience de la richesse de l'innovation « donnée à voir » qui valorise les personnes, reconnaît celles et ceux qui font et favorise de nombreuses rencontres.
- 15 Publier c'est aussi accepter que d'autres s'inspirent de vos idées et en retour vous enrichissent de leur mise en œuvre. Faire en sorte que ce qui est financé par l'agent public soit public et rencontre des résistances. Durant des années, j'ai souhaité que les projets des lycées et collèges soutenus par l'agglomération soient eux aussi publiés. Mais cela a été refusé, un proviseur expliquant que s'il publiait son projet le lycée voisin reprendrait son idée ! Nos services publics en France sont imprégnés de cette culture du « cacher sa copie », apprise à l'école, qui privilégie la « compétition » à la coopération.
- 16 Si l'on regarde autour de nous, cette culture du « chacun pour soi » demeure majoritaire ! Dans l'appel à projet sur les fablabs lancé en 2013 par la ministre déléguée au Numérique, sur 150 projets seuls une quinzaine ont été retenus. Les descriptions n'ont pas été publiées alors qu'ils auraient pu être source d'inspiration. On arrive à ce paradoxe, que dans un milieu des fablabs coopératif (la charte du MIT prévoit le partage des codes

sources des objets), l'appel à projets a développé la compétition, freiné le travail en réseau et créé une défiance entre les acteurs !

- 17 Ce souci du « donner à voir » et de l'écriture ouverte est aussi celui des sites participatifs brestois, lancé par le magazine @-brest, qui publie une vingtaine d'articles par semaine et diffuse une lettre hebdomadaire à 1 500 abonnés. En dix ans plus de 10 000 articles ont été publiés par plus d'une centaine de rédacteurs, sans rencontrer de difficulté autre que celle d'inviter à écrire ! La mise en réseau des informations avec d'autres magazines en France est grandement facilitée par le choix d'une licence Creative Commons « by sa » qui permet la réutilisation des articles en citant l'auteur, la source et en conservant la licence.
- 18 Le choix d'un système de publication libre (SPIP) a permis une démocratisation de la publication. Les dizaines de sites associatifs n'auraient pas vu le jour sans l'accompagnement humain de l'hébergeur associatif Infini et sans les dizaines d'ateliers organisés par le service « Internet et expression multimédia » de la ville de Brest (un atelier par semaine durant plusieurs années). Si une initiation au logiciel de publication était nécessaire, cela ne représentait qu'un quart des ateliers. L'accompagnement essentiel est celui de l'apprentissage de l'écrit public : écrire une brève, faire une interview croisée, rédiger une accroche, choisir un titre... Nous sommes dans une société où écrire publiquement n'est pas une habileté communément répandue, un apprentissage qui devrait se faire à l'école comme le propose le rapport *Jules Ferry 3.0, bâtir une école créative et juste dans un monde numérique* (Conseil national du numérique 2014³).
- 19 Une quinzaine de personnes participent aujourd'hui à la rédaction de ce petit commun que constitue le magazine @-brest. Son contenu provient pour une bonne part des acteurs du numérique sur Brest (Infini, Maison du Libre, Fablab, Cantine numérique, Telecom Bretagne) qui ont eux aussi fait le choix de licence Creative Commons. Un mécanisme de syndication par mots-clés (dont le développement a été versé dans la communauté SPIP) permet de rediriger en quelques clics un article d'un magazine à l'autre et croise les réseaux.
- 20 La diffusion de cette pratique auprès d'autres élus et services est très lente : un nouveau site par an en moyenne, au rythme de l'appropriation de cette culture de la coopération et du partage. Le réseau brestois compte aujourd'hui 10 sites participatifs sur l'action sociale, la citoyenneté, l'égalité femmes-hommes, la solidarité internationale ou l'économie sociale et solidaire. Cette démarche participative est un succès local en termes de contenus, de lectorat et de mise en réseau. Malgré l'absence de problème dans la modération (moins d'un article sur 100 pose question), cette écriture ouverte ne s'est guère diffusée sur d'autres territoires. Ouvrir l'écriture sans « maître du web » et la proposer aux acteurs locaux est une rupture culturelle pour les collectivités locales, peu habituées aux animations contributives.
- 21 Comme nous l'avons appris, la diffusion d'une culture du « donner à voir » et du « faire avec » en attention aux initiatives, du travail en réseau ouvert et du partage est un long chemin dans une société marquée par la compétition et l'organisation hiérarchique.

Les initiatives autour des communs animés par la politique publique

- 22 Cette dynamique contributive va permettre la réalisation de projets où la collectivité découvre à travers trois initiatives la production de communs : un CD de logiciels libre

(diffusé à 300 000 exemplaires), un carnet d'écriture collaborative (wiki-brest) et une semaine autour des biens communs.

CD Bureau libre Free eos

- 23 C'est sur la base de ce terreau de points d'accès publics à internet proche des habitants, de la multiplicité d'initiatives d'appropriation sociale des outils et de copublication ouverte qu'est né le premier projet de commun lancé par la collectivité : réaliser un CD pour mettre à disposition du plus grand nombre les outils bureautiques de base en logiciel libre.
- 24 Aucun d'entre nous, élu, service, association, acteur du logiciel libre ne possédait le « comment-faire » pour créer cet outil. C'est en se rassemblant à une trentaine de personnes, en unissant des compétences en développement logiciel (installateur), graphisme, maquettage, pédagogie (tutoriels), ingénierie de projet (sélection et présentation des logiciels, mise en œuvre) que nous avons produit en trois mois un installateur fiable, facile d'usage, documenté⁴.
- 25 Ce projet a été l'occasion d'un apprentissage des outils et du travail collaboratif, une « expérience irréversible de coopération » comme le dit Laurent Marsault, animateur d'Outils-Réseaux, avec une coopération originale entre le service municipal « Internet et expression multimédia », les acteurs associatifs et les personnes impliquées dans le projet.
- 26 Le CD a été vite réapproprié par les acteurs du territoire : mis en prêt dans les bibliothèques, diffusé à tous les lycéens de la cité scolaire Kérichen, mis à disposition dans tous les PAPI, proposé au personnel de la collectivité. Ce CD correspondait à un besoin plus large, puisqu'il a été distribué, durant plusieurs années, à chaque étudiant de première année des quatre universités de Bretagne et finalement diffusé à plus de 300 000 exemplaires à Brest, en Bretagne et sur différents territoires.
- 27 Dans cette coproduction nous nous sommes posé la question du partage. La licence initiale qui autorisait une réutilisation non commerciale (Creative Commons by sa nc) s'est révélée pénalisante pour de petites associations qui souhaitaient revendre le CD à 1 € pour soutenir leur fonctionnement. Nous avons alors fait le choix d'une licence exigeant simplement le partage à l'identique (CC by sa) qui est, depuis, celle des productions collaboratives du territoire.
- 28 Chaque année, le groupe qui gérait ce commun (élargi à quelques acteurs des universités devenus partenaires du projet) se réunissait pour produire une nouvelle version intégrant les évolutions des logiciels embarqués. Au fil des années, la solution du CD devenant moins pertinente, la mise à jour s'est arrêtée, mais nous avons fait l'expérience d'une production d'un commun et sensibilisé des milliers de personnes à l'usage de logiciels libres. L'accompagnement au logiciel libre est d'ailleurs devenu une des fonctions répertoriées dans la carte des PAPI.

Wiki-Brest

- 29 Après une inspiration venant du logiciel libre, le second projet de commun numérique lancé par la collectivité marche dans les pas de Wikipédia. Wiki-Brest est parti d'une

intuition simple : s'il est possible de créer une encyclopédie collaborative, lançons un carnet d'écriture collaborative sur le patrimoine et le vivre ensemble au pays de Brest.

Histoires de lieux, de personnes, de travail, géographie, tranches de vie, chansons, articles encyclopédiques, Wiki-Brest c'est une écriture qui relie habitant-e-s, journaux de quartiers, associations, artistes, bibliothécaires, enseignants... et vous invite à écrire⁵.

- 30 Partis d'une page vide, nous avons collecté quelques dizaines d'articles avec le souci d'une écriture la plus facile possible et ouverte à tous : recettes de cuisine, petites anecdotes... Un an plus tard, après des dizaines d'ateliers d'initiation, les centaines d'articles collectés ont été organisés autour d'une première structuration thématique du wiki.
- 31 Nous avons appris de Wikipédia les techniques du portail qui ont permis de proposer des espaces d'écriture spécifique. Le portail des journaux de quartier devient ainsi leur mémoire publique, rendant visibles des dizaines de numéros anciens qui autrement auraient été oubliés.
- 32 Cette écriture collaborative ne va pas de soi et le succès de Wiki-Brest tient beaucoup au travail d'animation par les centaines d'ateliers, les wiki-journées de collectes thématiques, les wiki-contours où les auteur(es) présentent leurs écrits. En février 2015, Wiki-Brest comptait 4 133 articles, 13 220 fichiers multimédias, 1 204 utilisateurs enregistrés, 18 administrateurs et 21 millions de pages vues, avec des dizaines de portails thématiques créés au fil des collectes.
- 33 Le projet a servi de support à une large information sur les droits d'auteur et l'élargissement des libertés d'usage. Que peut-on mettre en ligne ? Sous quelle licence ? Tout cela est loin d'être évident. Une trentaine de wikis se sont créés sur d'autres territoires tels Wiki-Manche ou Wiki-Rennes. Avec Wiki-Brest, nous avons appris l'usage des wikis. Pour chaque projet, chaque rencontre, il est devenu usuel d'ouvrir une page écrite en direct en réunion et construite de manière ouverte, qu'il s'agisse du « Forum des usages coopératifs », du « Centre de ressources de l'accès public au pays de Brest » ou des études de l'économie sociale et solidaire. Un wiki recense aussi tous les textes publiés par le service, les bilans, évaluations, rapports d'activité, études et rencontres auxquels nous participons⁶.

Brest en biens communs

- 34 Dans la foulée de ces dynamiques autour des wikis, sont nées les semaines « Brest en biens communs ». Lancées en octobre 2009 puis 2011, elles associent un nombre croissant de partenaires concernés par les questions de droit d'usage et soucieux d'élargir les communs. Cet événement s'est élargi à l'échelle francophone en 2013 avec « Villes en biens communs », devenu en 2015 le « Temps des communs », un festival réunissant 500 initiatives autogérées, animé par l'association Vecam.
- 35 Cette semaine de sensibilisation aux communs est coordonnée par le service « Internet et expression multimédia » avec un petit budget permettant de prendre en charge des intervenants. Si la logistique de la Ville fournit un cadre facilitant, les initiatives sont celles des acteurs locaux : réseau des bibliothèques municipales, associations du libre, radios et télévisions associatives, acteurs de la science ouverte, des musiques libres, des cartes ouvertes du logiciel libre et, en 2015, des jardins partagés.

- 36 L'organisation contributive se déploie autour de trois réunions ouvertes, d'une liste de diffusion et d'un wiki qui rend compte des initiatives. Une description plus détaillée de cette mise en œuvre est mise en ligne sous forme de recette libre pour pouvoir être réutilisée par d'autres territoires⁷.
- 37 Cette manifestation fait entrer les communs dans le champ de l'action publique d'une collectivité locale (pour mettre l'accent sur la gouvernance de ce qui est produit en communs, l'appellation de « communs » est préférée depuis cette année à « biens communs »).

Coopération et communs

- 38 Le travail en réseau, la coopération, le souci des communs ne sont pas des habiletés apprises à l'école, ni généralement transmises par la famille et encore rarement mises en œuvre dans l'activité professionnelle. Même le monde associatif, qui devrait naturellement être plus enclin à ces postures coopératives, en est bien souvent éloigné. Si la Ville de Brest propose de nombreux ateliers qui favorisent l'usage du numérique et le travail en réseau, la maîtrise d'un outil ne dit rien des méthodologies à mettre en œuvre pour créer un groupe, le faire grandir, l'animer et impulser une dynamique de coopération et de partage. Ces questions étaient bien abordées lors de rencontres comme le « Forum des usages coopératifs » qui rassemble tous les deux ans, sur trois jours, 3 à 400 acteurs des réseaux coopératifs en France. Mais si échanger avec d'autres suscite de l'envie de faire, de la motivation, cela n'apporte pas l'aide méthodologique dont ont besoin les porteurs de projet.
- 39 L'opportunité d'une formation-action « Animacoop » pour les animateurs d'espaces publics numériques, créée par l'association Outils-Réseaux dans le cadre d'un appel à projets « E-formation EPN » de la Délégation aux usages de l'Internet en 2009 a été le support de la diffusion de cette culture de la coopération et du partage sur le pays de Brest. À raison de deux sessions par an, regroupant environ 15 participants (en parité, alors que le milieu de l'informatique est plutôt masculin), une centaine de personnes se sont formées à l'animation de projet, aux pratiques collaboratives et à la construction de communs.
- 40 Animacoop est une formation-action hybride, qui se déroule sur une centaine d'heures, sur quatorze semaines. L'investissement conséquent (six heures par semaine) est pondéré par le fait que la formation s'appuie sur le projet professionnel, associatif ou individuel de la personne en formation. Progressivement, le public participant à Animacoop s'est diversifié : acteurs de l'économie sociale et solidaire, de Telecom Bretagne, services de la collectivité (cinq participants par session depuis 2014), acteurs associatifs et d'autres territoires...
- 41 Les formations Animacoop accompagnent le développement des sites contributifs de la collectivité et d'associations, ou du portail de l'innovation pédagogique et des cours ouverts de Telecom Bretagne. Le croisement de ces formations-actions et d'une diffusion des pratiques collaboratives au pays de Brest a permis l'émergence de réseaux contributifs qui à leur tour diffusent cette culture émergente du partage et de la coopération.
- 42 C'est par exemple le réseau des documentalistes et bibliothécaires « Doc@Brest » créé en septembre 2013 qui regroupe plus de 200 documentalistes sur le pays de Brest. Ce réseau

coopératif a la particularité d'être auto-organisé, sans structure formelle, sans budget et sans personnel affecté. Les personnes y participent parce qu'elles ont envie de coopérer par rapport à un métier profondément modifié par nos usages des outils numériques. La grande diversité de structures des personnes qui y participent n'est pas un frein au travail coopératif, mais en constitue la richesse. Ce réseau dont trois des six animatrices ont suivi la formation Animacoop est à son tour vecteur de diffusion des pratiques collaboratives et du partage. Il s'appuie sur la panoplie des outils collaboratifs pour organiser ateliers, initiatives et échanges : visites croisées des lieux, ateliers de formation notamment autour des outils de veille, conférenciers invités. Il porte aujourd'hui une démarche de communs à travers les copy parties, les biblio remix, les grainothèques et sa participation au Temps des Communs⁸.

- 43 Les Fabriques du Ponant sont un second exemple de réseau coopératif contributeur de communs qui a émergé ces deux dernières années. Ce projet est né d'une coopération entre les acteurs de la Maison du Libre d'un premier Fablab brestois, le « Tyfab » et de l'association des Petits débrouillards de Bretagne⁹. La Maison du libre, issue d'un regroupement des acteurs brestois du libre est le pôle d'animation autour du logiciel libre au pays de Brest (aide à l'appropriation et à l'installation de Linux, ferme de services, ateliers pour les jeunes autour des jeux). Les petits débrouillards animent un wiki, espace d'écriture collaboratif autour des sciences citoyennes : wikidébrouillard qui dépassé les huit millions de pages vues. Ils ont été à l'initiative des quatre foires à la bidouille ou « open bidouille camp » symboliques de cette coopération en marche qui croise acteurs de l'électronique libre, des copy parties des bibliothèques, des jardins partagés, des meubles aux plans librement réutilisables, des disco-soupes basées sur la récupération des fins de marché.
- 44 Comme pour Doc@brest le réseau allie une pratique des outils collaboratifs qui facilite les initiatives et les temps conviviaux fortement présents lors des temps de rencontre et des foires à la bidouille.
- 45 Aujourd'hui les Fabriques du Ponant sont un lieu de 500 m² (bientôt 1 000 m²) au sein du lycée professionnel Vauban qui héberge, avec le soutien de la région Bretagne et de Brest Métropole, de nombreux ateliers et fonctionne comme un Tiers lieu ouvert du « Do It Yourself ». On y croise aussi bien des acteurs du libre, de l'éducation populaire, des bibliothèques, des entrepreneurs qui y développent leur activité, ou des professeurs qui s'intéressent à cette culture de « makers » proche de la pédagogie initiée par la « main à la pâte » autour des imprimantes 3D ou des circuits électroniques libres.
- 46 À travers l'ensemble de ces expériences, nous avons vu se construire un lien étroit entre coopération et communs :
- le caractère de communs de la production est motivant pour des personnes soucieuses de l'intérêt général ;
 - la mise en communs crée de la confiance, les contributeurs sont acteurs d'un projet partagé et ne craignent pas la récupération de leur implication.
- 47 Ainsi, coopération et partage sont deux facettes d'une éducation populaire à l'heure de l'abondance des contenus numériques qui peuvent être facilement diffusés et dupliqués.

Conclusion : Les communs un vaste champ des possibles pour les politiques publiques locales

- 48 Les actions retracées ici relèvent essentiellement des communs numériques. Elles restent cantonnées aux questions de l'appropriation sociale du numérique, c'est-à-dire aux contours d'une délégation à Brest qui a essayé de développer une politique publique en faveur des communs.
- 49 Une appropriation par la municipalité aurait permis des élargissements à d'autres politiques publiques, mais cette culture contributive n'était pas partagée.
- 50 Le champ des communs d'une ville est bien plus vaste, comme l'esquisse l'article publié quelques mois après l'organisation de « Villes en biens communs » par l'association Vecam en février 2014 : *Les Communs, candidats aux municipales*, 16 propositions pour tout de suite articulées autour de trois axes :
- La municipalité productrice de Communs ;
 - La municipalité coproductrice de communs avec les citoyens ;
 - La municipalité, soutien et facilitatrice des Communs.
- 51 Ces propositions¹⁰ constituent des « briques élémentaires, issues d'expériences qui méritent d'être étendues. Elles peuvent aider à définir, à appuyer ou à intensifier une politique des Communs à l'échelle des villes ».
- 52 La difficulté n'est pas dans la mise en œuvre ni dans les moyens nécessaires, mais dans la compréhension de ce que sont les communs, en quoi ils peuvent contribuer à enrichir un territoire, créer du lien social et augmenter le pouvoir d'agir. Pour ce qui est des communs numériques, nous sommes confrontés à une question de littératie numérique de la part des élus peu impliqués dans les enjeux de transformation sociale qu'induisent nos usages du numérique comme l'a développé le rapport *Citoyens d'une société numérique - Accès, Littératie, Médiations, Pouvoir d'agir : pour une nouvelle politique d'inclusion* (Conseil national du numérique, 2013).
- 53 À observer la diffusion des idées de communs auprès de réseaux d'acteurs comme les Colibris, les Alternatiba, les « Territoires en transitions », les réseaux de bibliothécaires, le développement d'une politique des communs devient un enjeu davantage porté par des collectifs. C'est le sens de la proposition d'assemblées des communs qui a émergé lors de la préparation du Temps des Communs 2015¹¹.
- 54 Le souci de mettre en valeur les communs populaires constitue un autre tournant de cette année 2015. Dans de nombreux territoires, une série d'initiatives existent autour du pouvoir d'agir et du lien social. Les réseaux d'échanges de savoir, les circuits courts, les jardins partagés, les recycleries, les incroyables comestibles en sont quelques exemples. Ces communs ne sont pas l'apanage d'une population spécifique – ni geeks, ni militants, ni intellectuels –, mais associent des habitants de tous milieux, y compris les plus populaires. Les jardins partagés sont un exemple facilement compréhensible d'une production gérée par une communauté (celles et ceux qui participent au jardin), selon des modalités propres à chaque jardin (comment fonctionne le jardin, comment est répartie la production)¹².
- 55 C'est sur ces deux perspectives d'assemblée des communs et de communs populaires que je conclus cette présentation d'un retour d'expérience où l'alliance des pratiques

collaboratives et d'un soutien aux communs ont été les marqueurs d'une politique publique du numérique prolongée maintenant par un nouvel élu chargé de cette délégation.

- 56 En quelques années, les communs ont émergé dans le débat public, mais il reste beaucoup à faire pour que les myriades d'initiatives qui participent à ce mouvement des communs soient prises en compte par les acteurs publics, associatifs et des entreprises.

BIBLIOGRAPHIE

BOLLIER, David (2014). *La renaissance des communs : Pour une société de coopération et de partage*, Paris, Charles Léopold Mayer éditions.

BREST EN BIENS COMMUNS (2013) : la recette libre de ce temps d'initiative. En ligne à http://wiki.a-brest.net/index.php/Brest_en_biens_communs, avec les wikis portails de Brest en biens communs 2009 : http://wiki.a-brest.net/index.php?title=Brest_en_biens_communs_2009, Brest en Biens communs 2011 : et Brest en Biens communs 2013 : http://wiki.a-brest.net/index.php/Portail:BBC_2013

BRIAND Michel (2015) « Former à la coopération pour une dynamique de territoire contributif », Biennale du CNAM « Coopérer » 30 juin-3 juillet 2015. En ligne à <http://www.innovation-pedagogique.fr/article203.html>

BRIAND Michel (2014) « Premier pas vers une gouvernance contributive (1) » ? Retour d'expérience sur une politique publique du numérique à Brest ? En ligne à <http://www.a-brest.net/article14658.html>

CONSEIL NATIONAL DU NUMÉRIQUE (2015), « Biens communs et numérique, les propositions du Conseil national du numérique ». En ligne à <http://www.a-brest.net/article17859.html>

CONSEIL NATIONAL DU NUMÉRIQUE (2014) « Jules Ferry 3.0, bâtir une école créative et juste dans un monde numérique ». En ligne à <http://www.cnnumerique.fr/education-2/>

CONSEIL NATIONAL DU NUMÉRIQUE (2013) « Citoyens d'une société numérique – Accès, Littératie, Médiations, Pouvoir d'agir: pour une nouvelle politique d'inclusion », coordonné par Valérie Peugeot. En ligne à <http://www.cnnumerique.fr/inclusion/>

FING, (2015), 5ème Cahiers de prospective « Transitions », 3 avril. En ligne à <http://reseau.fing.org/blog/view/162728/des-transitions-a-accompagner-jeu-et-enjeux>

LE CROSNIER, Hervé (2015) *Une introduction aux communs de la connaissance*, Recueil d'articles, Livre numérique EPUB, C&F.

PEUGEOT, Valérie (2013) « Les collectifs numériques, source d'imaginaire politique », Millénaire 3. En ligne à <http://www.millenaire3.com/texte-d-auteur/les-collectifs-numeriques-source-d-imaginaire-politique>

RÉSEAU FRANCOPHONE AUTOUR DES BIENS COMMUNS (s. d.). Les (biens) communs - Contours et repères. En ligne à <http://fr.slideshare.net/VEBC/contours-et>

STIEGLER Bernard et Ariel KYROU (2015), « L'emploi est mort, vive le travail ! », Poche Fayard, 20 mai 2015.

VECAM (2011), *Libres savoirs : les biens communs de la connaissance. Produire collectivement, partager et diffuser les connaissances au XXI^e siècle*, C&F éd.

NOTES

1. Le wiki *Autour des communs* : http://www.intercoop.info/index.php/Autour_des_pratiques_collaboratives#Autour_des_communs.

2. La rubrique présentant chaque année les projets accompagnés : <http://www.a-brest.net/rubrique63.html> tel le projet intergénérations : <http://www.intergenerations.infini.fr/> le bilan 2007 : <http://www.a-brest.net/article3738.html>.

La photothèque Un Zef d'images : <http://www.1zef2images.org/spip/> le médiablog : <http://www.mediablog-brest.net/> la radio OUFIPO « Ouvroir de finistérités potentielles » <http://www.oufipo.org/>.

La rubrique textes et agenda où sont référencés études, bilan et publication de cette politique publique : http://wiki.a-brest.net/index.php/Texte_du_service Articles consultés le 13 septembre 2015.

3. Apprendre à publier à l'école en mettant en place un projet ouvert sur la cité chaque année figure dans la recommandation 7, page 39 :

« Encourager et systématiser les expériences de publication dans les établissements notamment autour de sites web, de blogues, de réseaux sociaux pérennes, d'ENT...

Former les élèves à l'usage des licences ouvertes (de type Creative Commons) et aux décisions éditoriales qu'elles impliquent (ré-utilisation, partage, circulation) et en regard à réfléchir aux usages de documents sous régime de propriété exclusive. »

4. Voir les articles qui retracent ce projet : « Bureau libre - Free Eos ! le CD disponible essayez-le ! Copiez-le ! » mars 2005, <http://www.a-brest.net/article1292.html> « Lieux de diffusion du CD bureau libre - Free-Eos », mars 2005, <http://www.a-brest.net/article1363.html> « Coût de la campagne de diffusion de "Bureau libre Free-EOS" » avril 2005 : <http://www.a-brest.net/article1372.html> articles consultés le 13 septembre 2015.

5. Voir le site de Wiki-Brest : http://www.wiki-brest.net/index.php/Le_projet, consulté le 15 décembre 2015.

6. Voir le portail des wikis : <http://wiki.a-brest.net/index.php>, consulté le 13 septembre 2015.

7. Brest en biens communs 2009 : http://wiki.a-brest.net/index.php/Brest_en_biens_communs_2009.

Brest en biens communs 2011, 34 initiatives : http://wiki.a-brest.net/index.php/Portail:BBC_2011.

La recette libre établie à l'issue de l'édition 2013 : http://wiki.a-brest.net/index.php/Brest_en_biens_communs articles consultés le 13 septembre 2015.

8. Doc@brest : le blog : <https://docabrest.wordpress.com/>.

Biblioremix lancé par Léa Lacroix qui co-anime aussi Doc@rennes : <https://biblioremix.wordpress.com/>.

Les copy parties : http://wiki.a-brest.net/index.php/Recettes_libres#Copy_Party articles consultés le 13 septembre 2015.

9. Le site des fabriques : <http://www.lesfabriquesduponant.net/>, de la Maison du livre : <https://wiki.mdl29.net> des ptis deb de Bretagne : <http://www.lespetitsdebrouillardsbretagne.org/> et des foires à la bidouille : <http://obc.lesfabriquesduponant.net/> articles consultés le 13 septembre 2015.

10. Voir l'article sur le site de Vecam : <http://vecam.org/Les-Communs-candidats-aux-municipales> consulté le 13 septembre 2015.

11. Voir l'article : <http://tempsdescommuns.org/re-faire-societe-autour-des-communs/> consulté le 13 septembre 2015.

12. Un tour des jardins partagés en communs : <http://www.a-brest.net/article17949.html>.

Celui du labo de l'ESS : L'association Partageons les jardins : créer du lien social avec des Biens Communs : <http://lelabo-ess.org/?L-association-Partageons-lesn> et Vert le jardin : <http://www.vertlejardin.fr/>.

RÉSUMÉS

Partant d'une expérience d'élu local, je présente dans ce texte quelques exemples de communs qui ont émergé dans une politique publique du numérique s'appuyant sur une dynamique contributive. Ces communs locaux permettent d'éclairer des facteurs facilitant du mouvement des communs immatériels. Avec le souci d'une attention particulière portée aux individus, du « faire avec », du « pouvoir d'agir », ces communs immatériels rejoignent d'autres dynamiques locales tels les jardins partagés, la fabrication libre. Je tenterai d'expliquer le lien étroit entre coopération et communs et l'apport de la formation aux pratiques collaboratives dans le développement de communs portés par des réseaux locaux coopératifs. À un moment où nos sociétés en crise doivent trouver les chemins des transitions écologique, numérique, du travail et citoyenne, les communs locaux sont-ils un sens partagé susceptible de favoriser une transformation vers une société plus solidaire qui ouvre une place à chacun et chacune ?

Starting from a local elected experience, I present in this paper some examples of commons that have emerged in a number of public policy based on a contributory dynamics. These local commons shed light on the factors facilitating the movement of digital commons. With "attention to people's", "done with" and empowerment, the immaterial commons join other local dynamics such as community gardens, maker's. Fablabs. I will try to explain the close link between cooperation and commons and the contribution of training for collaborative practice in the development of commons in the context of cooperative local networks. When our societies in crisis must find ways of ecological, digital, labor and citizen transitions, are local commons a shared sense likely to promote a transformation to a more inclusive society that opens up to everyone ?

INDEX

Mots-clés : coopération, gouvernance, territoire, contributif, communs, partage

Keywords : governance, territory, contributive, commons, sharing

AUTEUR

MICHEL BRIAND

Michel Briand est responsable de formation à Telecom Bretagne et membre du Conseil national du numérique. À titre d'élu à Brest (1995-2014), il a développé une démarche contributive facilitant l'implication et le pouvoir d'agir. Il est également acteur des réseaux de l'innovation ouverte et des communs comme Innovation-pédagogique, Bretagne Créative ou avec l'association Vecam du réseau francophone des communs.